

La loi pour tous

Consultations légales par Charles-F. LeFort
avocat du Barreau de Québec

AVIS IMPORTANT.—Nos correspondants, que cette page intéresse sont instamment priés de tenir compte des règles suivantes établies par le journal. 1o Seuls les abonnés peuvent bénéficier de ce service de consultations; c'est pourquoi toute demande de renseignements doit être signée; afin que nous puissions constater si le correspondant est abonné; 2o Les questions doivent être adressées directement au Bulletin; 3o Nos avocats consultants ne sont tenus de répondre qu'aux questions ordinaires, usuelles, concernant les lois qui gouvernent les choses de la vie rurale. Les cas extraordinaires, ou qui nécessiteraient une longue étude, sont choses à traiter entre le correspondant et les avocats; 4o Si le correspondant désire une réponse immédiate, par lettre, nos avocats consultants peuvent exiger des honoraires.

RECOURS SUR CHÈQUE REFUSÉ.—(Réponse à S. P.).—Q. J'ai vendu un cheval pour le prix duquel j'ai reçu un chèque de l'acheteur, lequel chèque il avait reçu lui-même en paiement. J'ai endossé le chèque en question, à mon tour, et je l'ai transporté à une autre personne qui l'a présenté au paiement. Or, le chèque a été refusé et protesté, et la banque l'a remis à son client qui veut prendre jugement contre le signataire et les endosseurs du chèque. En admettant que le signataire et le premier endosseur seraient incapables de payer le chèque et que je devrais à mon tour rencontrer le paiement, le jugement qui aurait été pris contre nous me permettrait-il de poursuivre à mon tour ceux qui m'ont transporté le chèque?

R. Deux procédures distinctes peuvent être prises dans des cas semblables. Lorsque le signataire du chèque n'a pas de fonds, il peut être poursuivi devant une cour criminelle pour obtention d'argent ou de valeur sous de faux prétextes, lorsque les fonds sont insuffisants et qu'il n'y a pas eu de fausses représentations pour faire accepter le chèque, il reste tout simplement un recours civil ordinaire. Donc si notre correspondant paye le chèque il a le droit d'exercer tous les recours qu'il aurait pu exercer le détenteur du chèque contre la personne qui a signé le chèque et les endosseurs par ordre d'endossement.

ENTRETIEN DE PONT.—(Réponse à W. T.).—Q. J'éprouve une partie de ma terre par un cours d'eau verbalisé, et ce cours d'eau était traversé par un pont dont nous avons eu l'entretien jusqu'au jour où le gouvernement l'a pris à sa charge. Dix ou quinze arpents plus loin ce même cours d'eau traverse un chemin de front dont le pont a été nouvellement construit. Suis-je obligé de contribuer à la construction de ce dernier?

R. En règle générale on doit considérer les ponts et les cours d'eau comme faisant partie des chemins où ils se trouvent. Cependant, la corporation peut faire des règlements ou des procès-verbaux relatifs à la construction et à l'entretien de certains ponts qui sont d'utilité publique et dont le coût serait une charge écrasante pour quelques contribuables.

TAXE SPÉCIALE.—(Réponse à G. B.).—Q. Le conseil municipal de paroisse a fait exécuter les travaux de gravillage sur deux routes, avec l'aide du gouvernement. La corporation a décidé d'imposer une taxe afin de rembourser à tous les ans la dette ainsi contractée. Le conseil municipal a-t-il le droit d'imposer une telle taxe alors qu'il n'y a pas de règlement d'emprunt de voter par les contribuables?

R. Le règlement d'emprunt demande des formalités toutes spéciales lorsqu'il s'agit d'un emprunt sur bons ou débiteurs municipaux. Dans ce cas, le règlement doit être approuvé par le vote d'au moins un quart en nombre des propriétaires d'immeubles imposables et par une majorité en nombre et en valeur de tous les propriétaires résidant ou non dans la municipalité. Il semble que cet article s'applique à tout emprunt général, tel qu'il se lit maintenant. D'après la jurisprudence que nous avons sous les yeux, même si toutes les formalités n'ont pas été remplies et que l'emprunt soit irrégulier, cet emprunt n'en est pas moins dû et payable, si les produits ont été employés pour faire des travaux dans la municipalité et cela au bénéfice de tous les contribuables.

LAC PRIVÉ OU PUBLIC.—(Réponse à A. R.).—Q. Un lac qui se trouve entouré par différents propriétaires appartient-il à ces propriétaires ou au gouvernement; n'importe quelle personne a-t-elle le droit, durant l'hiver, d'y couper de la glace ou peut-elle le louer pour empêcher un autre d'y prendre de la glace?

R. Il n'y a pas de doute que les propriétaires riverains d'un lac peuvent s'opposer à ce que toute personne passe sur leur propriété pour couper de la glace sur le lac, car chacun est propriétaire chez soi et a raison d'empêcher toute personne d'empiéter sur leur terrain. Les mêmes personnes riveraines ont également droit sur ce lac en leur qualité de riverain et nous ne voyons pas pourquoi notre correspondant aurait un droit exclusif.

TAXES SCOLAIRES.—(Réponse à C. D.).—Q. Une commission scolaire a-t-elle le droit de prendre des procédures contre certains contribuables qui doivent des taxes pour empêcher ces gens de bûcher le bois qui se trouve sur leurs lots, afin qu'ils ne fassent pas disparaître la garantie que représente ce bois?

R. La corporation municipale n'a pas le droit d'empêcher les propriétaires de bûcher du bois sur leurs lots, à moins qu'elle ne soit en mesure de prouver que ces propriétaires abusent à ce point de leur droit, qu'ils agissent en fraude de leurs créanciers en général et de la corporation en particulier. Le mieux, croyons-nous, consiste, en vertu du code municipal à prendre une action pour les taxes échues contre les contribuables et ainsi à les forcer de payer leurs dettes à la corporation.

CHEMIN D'HIVER.—(Réponse à J. L.).—Q. Il existe un règlement municipal à l'effet que le chemin du village doit être entretenu en double. Ce

règlement a été la base du contrat ou soumission acceptée par l'entrepreneur. A la fin de l'hiver le contracteur doit-il ouvrir les bords de neige qui se trouvent à empêcher la circulation facile des véhicules d'hiver, bien que la loi n'en parle pas?

R. Le contrat fait la loi des parties, et de ce fait, nous pouvons dire d'une façon générale que seuls les conditions, qu'il contient, engagent les parties contractantes. Cependant, il faut savoir interpréter un contrat, et souvent les clauses générales qui sont basées sur l'usage reconnu et suivi dans la municipalité. Lorsque le contrat a été ainsi adjugé, il semble que celui qui l'a accepté devait s'attendre à ouvrir les chemins à la fin de l'hiver si c'était l'usage reconnu dans la paroisse. Nous sommes portés à conclure que dans ce cas il est tenu à ce travail.

APRÈS LE BORNAGE.—(Réponse à C. H.).—Q. Mon voisin a construit une clôture de pierres le long de la ligne qui séparait nos terrains. Quelque temps plus tard, ce même voisin exige le bornage qui établit la ligne en ma faveur. Conséquemment, il se trouve aujourd'hui que cette clôture de pierres est sur mon terrain. Ai-je le droit d'obliger mon voisin à l'enlever?

R. Le bornage exécuté et constaté par procès-verbal semble parfaitement établir les droits de propriété de chaque voisin et nul n'a le droit lorsque la ligne est ainsi délimitée de faire empiètement chez son voisin. Notre correspondant semble donc avoir tous les droits d'obliger le voisin à enlever cette clôture de pierres qui n'est pas conforme au bornage actuel.

INCORPORATION DE CHEMIN.—(Réponse à N. D.).—Q. Dans notre municipalité le conseil a incorporé certains chemins qu'il veut graver. Dans ce cas, est-ce que la corporation doit payer la gravelle et peut-elle laisser le terrassement à mes frais?

R. Lorsqu'une corporation municipale incorpore un chemin, le place à la charge de la municipalité ou du rang, elle doit exécuter sur ce chemin tous les travaux nécessaires aux fins de sa construction. Il semble peu logique qu'elle fasse construire le dessus du chemin par les contribuables et qu'elle exécute le gravillage même après avoir pris le chemin à sa charge.

INTERPRÉTATION DE CONTRAT.—(Réponse à M. D.).—Q. Un individu a vendu sa terre et il s'est réservé le droit d'y laisser une vache en pacage, sa vie durant. Peut-on empêcher le propriétaire de laisser cette vache sur les prairies automobiles?

R. Comme dans tout contrat il faut interpréter la réserve qu'accepte le vendeur, suivant l'intention apparente des parties au moment du contrat. Vu le peu d'importance, il est beaucoup mieux de s'entendre à l'amiable.

INTÉRESSÉS AU COURS D'EAU.—(Réponse à E. H.).—Q. Un cultivateur propriétaire peut-il s'opposer à la construction d'un cours d'eau qui traverse sa terre sous prétexte qu'il en a deux très rapprochés et qu'il n'en a nullement besoin pour égoutter sa terre. En effet ce dernier cours d'eau est en faveur des propriétaires voisins et il n'est pas utile au propriétaire lui-même?

R. Il ne faut pas oublier qu'un propriétaire ne peut être tenu de contribuer à la construction d'un cours d'eau qui ne lui est d'aucune utilité. Ceci découle de l'article 511 du code municipal et de la jurisprudence établie par la Cour d'Appel et de la Cour Supérieure d'une façon presque constante. Cependant, le propriétaire ne peut s'opposer à l'existence de ce cours d'eau si le travail est exécuté par les intéressés et que les dommages qu'il souffre lui soient payés.

DROITS DU CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE.—(Réponse à O. B.).—Q. J'ai vendu une maison sur laquelle l'acheteur a payé seulement la moitié du prix de vente; il est alors tombé en faillite et j'ai racheté cette maison à l'enchère. Le curateur veut exiger que je lui paie \$1,500.00 pour les frais. Suis-je tenu de payer tout cela, sans avoir un détail de ce que je paye?

R. Le créancier hypothécaire ne peut être frustré de ses droits par la faillite de son débiteur, car autrement, que lui servirait-il d'avoir obtenu une garantie de sa dette. Il est clair cependant que pour protéger son hypothèque il devait tenir en compte la vente, mais la faillite doit tenir compte de son hypothèque et il nous semble qu'il ne devrait payer que les frais nécessaires par la vente de la propriété. À tout événement, notre correspondant a raison de demander un détail des frais qu'on lui réclame.

DIME.—(Réponse à A. A.).—Q. Suis-je obligé de payer un dime dans une paroisse, où je possède une terre à bois, bien que je ne réside pas dans cette paroisse, mais dans la voisine?

R. Les personnes qui cultivent des terrains situés dans les limites du territoire d'une paroisse qui n'est pas la leur, doivent payer la dime au curé de cette paroisse étrangère, à moins la récolte faite dans cette paroisse. La dime est due au curé de la paroisse dans laquelle est situé le morceau de terre où la récolte est faite. Comme nous l'avons déjà expliqué dans une étude détaillée, c'est la récolte qui doit la dime. Nous comprenons que la dime s'applique au grain et non au bois de corde ou encore au foin ou aux patates. Il arrive cependant que l'évêque établit un supplément, et ce supplément, sur les produits de la terre autres que les grains, est imposé dans certaines paroisses en plus de la dime. Il n'y a pas d'obligation légale à payer le supplément, mais le curé peut poursuivre pour une dime qui lui est due. Il n'y a pas de doute pour nous que si le supplément est dû uniquement au curé de la paroisse où réside notre correspondant, il n'en est pas moins vrai qu'en justice notre correspondant ne devrait pas refuser de payer le supplément.

ASSURANCE DE PAROISSE.—(Réponse à A. G.).—Q. Nous avons une assurance mutuelle de paroisse contre le feu; certains paroissiens qui pourraient se prévaloir de cette organisation ont signé un écrit où ils s'engagent à payer, dans le cas d'incendie, d'après le montant pour lequel ils sont eux-mêmes assurés. La Cour condamnerait-elle à payer, dans ce cas, suivant l'entente faite ou si les assurés ne sont tenus de payer la somme qu'ils consentent à débours dans des cas spéciaux?

R. Le contrat fait la loi des parties contractantes, et s'il existe une entente écrite et signée à l'effet que les assurés dans cette assurance mutuelle doivent payer des dommages résultant de l'incendie proportionnellement à leur assurance personnelle, nous ne voyons pas pourquoi cette somme ne leur serait pas réclamée même devant les Tribunaux.

PRESCRIPTION DE L'OFFENSE CRIMINELLE.—(Réponse à R. R.).—Q. Une offense criminelle peut-elle se prescrire et en combien de temps?

R. Certaines offenses criminelles se prescrivent. Par exemple, une action contre les officiers de justice se prescrit par six mois; d'autres offenses qui sont jugées sommairement se prescrivent également par six mois. Mais les crimes contre la personne ne se prescrivent que par deux ans à compter de la date où l'infraction a été commise.

SERVITUDE NON APPARENTE.—(Réponse à C. L.).—Q. Il y a cinq ans j'ai commencé une fondation pour construire une bâtisse et mon voisin exige, après que le travail a été en partie complété que j'éloigne cette fondation d'une source qu'il possède sur mon terrain en vertu d'un contrat enregistré. Il n'est fait aucune mention de cette réserve ou servitude sur l'acte de vente par lequel je suis devenu propriétaire. Ai-je le droit de laisser cette bâtisse où elle est, ou bien si je suis tenu de la déplacer. Dans ce dernier cas ai-je quelques recours soit contre le vendeur, soit contre celui qui se prétend propriétaire de la source?

R. Nous devons admettre que la servitude existe et est inattaquable puisqu'elle procède d'un contrat enregistré. Notre correspondant aurait dû tout de même demander le certificat du bureau d'enregistrement afin d'être sûr de ne pas avoir d'ennui. D'un autre côté, comme il s'agit d'une servitude non apparente, le vendeur aurait dû la mentionner sur son acte de vente; ne l'ayant pas fait, le vendeur s'expose maintenant à ce que l'acheteur lui réclame une indemnité. Nous tenons cependant à avertir l'acheteur qu'il lui faudrait immédiatement intenter une action au vendeur car il est tenu de la faire en vertu de l'article 1519 C. C., aussitôt qu'il a été informé de l'existence de la servitude.

CHANGEMENT D'UN COURS D'EAU.—(Réponse à E. S.).—Q. Un conseil municipal a-t-il le droit de changer l'embranchement d'un cours d'eau qui est une rivi. re flottable pour favoriser le flottage du bois, bien que les cultivateurs s'opposent à l'exécution de ce travail parce qu'ils craignent les inondations?

R. Il nous semble peu conforme aux pouvoirs que détiennent la municipalité de vouloir ainsi détourner une rivière, non pas parce que l'intérêt de la corporation municipale est en jeu, mais parce que certains intérêts particuliers le demandent. En second lieu, ce détournement de rivière ne doit pas se faire sans que les intéressés y consentent, ou qu'une expropriation en bonne et due forme ne soit faite, et les indemnités payées à qui de droit.

CLOTURE DE TRAIT CARRÉ.—(Réponse à A. A.).—Q. Je suis propriétaire d'un terrain situé sur le neuvième rang et je suis séparé du huitième rang par un chemin. Mon voisin du huitième rang m'oblige à clôturer la moitié de son terrain et de passer le chemin pour aller clôturer chez lui. Il n'y a pas de règlements municipaux à ce sujet?

R. Lorsqu'il existe un chemin de front entre deux rangs, l'établissement de ce chemin ne change rien les obligations des voisins quand ce chemin est entièrement à la charge de l'un des rangs. Nous comprenons que les clôtures, dans ce cas, doivent être construites suivant la loi générale, c'est-à-dire que chacun des voisins est tenu de clôturer pour moitié et à frais communs. Nous ne voyons pas par exemple pourquoi les deux voisins traverseraient à tour de rôle le chemin pour aller clôturer chez son vis-à-vis alors qu'il est beaucoup plus simple que chacun clôturer entièrement son côté.

ACCIDENT ET INDEMNITÉS.—(Réponse à M. L.).—Q. Mon fils en travaillant dans un moulin s'est blessé avec une hache sur un pied; il a dû être transporté à l'Hôpital après avoir été sous les soins du médecin de la paroisse. Après le rétablissement de mon fils, le médecin m'a envoyé un compte pour soins professionnels. Est-ce à moi à payer ce compte? Mon fils a-t-il un recours contre son patron pour les dommages qu'il a subis?

R. Il n'y a pas de doute qu'il s'agit là d'un accident du travail et que la victime a le droit de réclamer une indemnité au patron. Cette indemnité consiste d'abord dans la moitié du salaire de l'employé au moment de l'accident. En plus, la victime peut réclamer une certaine somme proportionnelle au degré d'incapacité permanente dont elle souffre. Il ne faut pas oublier que l'action en vertu de la loi des accidents du travail doit être prise dans l'année qui suit cet accident.

Q. J'ai construit, pour ma propre utilité, une route à chien mais n'ai fait préparer aucun morceau pour cela; je me suis servi de morceaux de machinerie que j'avais en ma possession. Les manufacturiers qui vendent de pareilles machines peuvent-ils m'empêcher de me servir de cette route, et de me poursuivre en dommage si je le fais?

R. Les personnes qui ont obtenu un brevet pour manifester certaines machines ont le droit de poursuivre toute personne qui, même pour leur propre utilité confectionne des machines semblables à la leur. Cependant, le brevet n'empêche pas un individu de construire sur un procédé nouveau et différent dans son principe une machine qui rend les mêmes services qu'une autre déjà existante. D'autre part, il faut être très prudent, et l'on n'a pas le droit de se servir d'une invention connue en changeant quelques détails pour échapper à la responsabilité légale.

PRESCRIPTION DE LOYER.—(Réponse à F. C.).—Q. J'ai loué un pacage, il y a environ deux ans, et mon locataire a refusé de me payer jusqu'ici. Ma réclamation est-elle prescrite, et dans la négative dans combien de temps sera-t-elle prescrite?

R. Le prix du loyer est une dette ordinaire qui se prescrit par cinq ans à compter de l'échéance de ce loyer. Notre correspondant pourra donc prendre jugement et exécuter contre les biens de son débiteur tant que les cinq années ne seront pas écoulées.

A PROPOS DE REQUÊTE.—(Réponse à A. M. P.).—Q. Le maire et les conseillers ont-ils le droit de signer une requête afin de donner plus de poids aux requérants dans leur démarche?

R. Nous ne voyons pas pourquoi les officiers municipaux n'auraient pas le droit, comme tout autre citoyen, d'apposer leurs noms sur une requête. Un seul cas est prévu où le maire et les conseillers ne peuvent exercer leur droit de vote, c'est celui où ils sont eux-mêmes intéressés dans la question soumise à leur juridiction.

FRAIS D'ACTION.—(Réponse à J. A. F.).—Q. J'ai eu un procès sous la Loi des Liqueurs de Québec, et j'ai gagné mon action. Ai-je le droit de me faire rembourser des frais que j'ai faits?

R. Il n'y a pas de proprement parler de droit au remboursement des frais dans une telle cause; mais le Juge auquel la cause est soumise conseille, en général, à la Commission de payer les frais de

l'avocat, et la Commission paye généralement ces frais. Quant à la taxation proprement dite, des frais de voyage et des témoins, il n'est pas, à notre connaissance, que ces frais n'aient jamais été payés.

BÉNÉFICIAIRE E. ASSURANCE.—(Réponse à F. H.).—Q. Une personne désire entrer dans une société d'assurance de vie, et elle veut nommer bénéficiaire une personne étrangère à sa famille. A-t-elle ce droit?

R. Le principe de l'assurance est que personne n'a le droit d'être bénéficiaire dans une police à moins d'avoir un intérêt dans la vie de l'assuré. Ceci ne veut pas dire qu'un individu qui n'est pas parent du tout avec l'assuré ne peut être bénéficiaire. Par exemple, le créancier d'un assuré a certainement intérêt dans la vie, et peut par conséquent être désigné sur la police comme bénéficiaire.

FRAIS DE MÉDECIN.—(Réponse à N. P.).—Q. Je travaillais pour un individu qui ne me donnait aucun salaire, mais seulement ma pension? J'ai été malade au bout de deux ou trois mois et dû recourir aux soins d'un médecin. Qui doit payer les frais de médecin?

R. Il ne peut y avoir obligation pour l'employeur de payer les frais de médecin de son employé, sans qu'il y ait eu entente à ce sujet. Le fait que l'individu travaillait pour sa pension, seulement ne lui donne pas le droit de faire payer cette dette au patron.

A PROPOS DE COURS D'EAU.—(Réponse à J. L.).—Q. Je suis propriétaire d'un certain lot de terre où je fais de la culture maraîchère intensive. Un cours d'eau traverse ma terre de l'ouest au sud-ouest, mais il n'est pas verbalisé, et il n'existe pas d'acte d'accord. Conséquemment, et à défaut d'entretien, les eaux de surface des terres avoisinantes inondent mon terrain et me causent des dommages considérables. Je me suis adressé sans succès à l'inspecteur de voirie. Que dois-je faire?

R. Nous conseillons à notre correspondant, dans un tel cas, de faire signer une requête par les propriétaires intéressés demandant la verbalisation de ce cours d'eau. S'il échoue dans cette requête, il ne lui restera plus qu'à profiter du droit que lui donne le code municipal de faire un fossé sur les terres voisines de la sienne dans le but de se libérer de ces dommages pour l'avenir.

50e anniversaire de l'invention de l'écumeuse par De Laval

L'année 1928 marque le 50e anniversaire de l'invention de l'écumeuse par le Dr Gustaf De Laval, un ingénieur suédois, décédé en 1913.

Peu d'inventions ont été aussi profitables à l'humanité. On la regarde à bon droit comme la clef de voûte de l'industrie laitière moderne, qui est devenue la plus grande dans le domaine agricole. Elle a été d'une valeur inappréciable pour les cultivateurs et dans le développement de l'un des principaux produits alimentaires du monde.

Avant 1878, tout le lait était déposé dans des terrines, et on attendait que la crème monte à la surface pour la recueillir et la transformer en beurre. C'était un travail long et fastidieux, et beaucoup de gras était ainsi perdu.

L'écumeuse centrifuge, comme on le sait, consiste en un bol tournant rapidement, à raison de 7,000 révolutions et plus à la minute, dans lequel on verse le lait frais et dans lequel le gras ou la crème se sépare instantanément du lait.

On attribue à De Laval l'invention de l'écumeuse parce qu'il a été le premier à concevoir et construire une écumeuse à décharge continue.

De Laval était à prendre le souper un soir dans une ferme d'Allemagne. Durant le repas, quelqu'un parla d'une machine à décharge continue d'origine allemande. De Laval, en se retirant pour la nuit, creusa le problème, et au matin il en avait trouvé la solution.

Quelques jours après, De Laval alla trouver l'inventeur allemand et lui offrit pour un prix modique l'amélioration qu'il avait imaginée. L'allemand ne crut pas cette amélioration pratique, et De Laval construisit une machine pour en démontrer la praticabilité. C'était en 1877, et dès l'année suivante plusieurs machines étaient mises sur le marché. Une manufacture fut bientôt érigée, et aujourd'hui, par tout l'univers, la crème est séparée du lait par la force centrifuge.

De Laval est né dans la province Delcarlia, en Suisse, d'une famille d'origine française, comme son nom l'indique. L'écumeuse n'est que l'une des nombreuses inventions qu'on lui doit. Il est connu comme le Edison suédois.

Parmi les inventions de De Laval de valeur basique presque aussi considérable que l'écumeuse est le lactomètre, qui sert à connaître le quotient du gras contenu dans le lait. Son lactomètre fut cependant amélioré par le Dr Babcock.

On se fera une idée de la valeur de l'écumeuse quand on saura que sans elle, pour la seule année 1927, pour une valeur de trente-cinq millions de gras aurait été perdue, en Amérique seulement.

Ap



Voyez et essayez
"Série d'

La meilleure nouvelle écrémeuse de De Laval, encore d'en essayer. Nous ne croyons pas faire cela et ne pas Améliorations

Beau fini or et platement cou et flotter am sionnement t mettre en m tourner; indic veilleurs "bol

Les Ecrémeuses maintenant exp deurs de De Lav vous les montre

